

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant fin de mise à disposition

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le contrat à durée indéterminée n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu la convention de mise à disposition auprès de : [organisme d'accueil], et le cas échéant son ou ses avenant(s) ;

Vu la demande de l'intéressé[e] ;

(*LE CAS ÉCHÉANT SI L'ÉVÉNEMENT DE GESTION INTERVIENT À LA DEMANDE DE L'AGENT*)

Vu la demande de l'organisme d'accueil ;

(*EN FONCTION DES SITUATIONS*)

Vu la demande de l'organisme d'origine,

(*EN FONCTION DES SITUATIONS*)

Arrêt[e] :

- Article 1er** : Il est mis fin à la mise à disposition de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], agent[e] contractuel[le] de droit public de [...] (catégorie hiérarchique), auprès de : [Ministère d'accueil], à compter du [...].
- Article 2** : L'intéressé[e] est réaffecté[e] dans son poste d'origine ou sur un poste avec des fonctions équivalentes.
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]